

Le format de ces documents est précisé par arrêté.

## D. 2231-8

Décret n° 2018-362 du 15 mai 2018 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les déclarations d'adhésion ou de dénonciation, intervenues en application des articles **L. 2261-3** et **L. 2261-9**, sont déposées, selon les modalités prévues à l'article **D. 2231-4** et au 1° de l'article **D. 2231-7**, par la partie qui en est signataire au service dépositaire de la convention ou de l'accord qu'elles concernent.

Un récépissé est délivré au déposant.

## R. 2231-9

Décret n° 2016-308 du 17 mars 2016 - art. 2 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Toute personne intéressée peut prendre connaissance gratuitement des textes déposés auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

Elle peut en obtenir copie, à ses frais, suivant les modalités fixées à l'article **L. 311-9** du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, lorsqu'une instance juridictionnelle est engagée, copie de tout ou partie de la convention ou de l'accord en cause est délivrée gratuitement à chacune des parties à l'instance qui le demande.

## Chapitre II : Règles applicables à chaque niveau de négociation

### Section 1 : Conventions de branche et accords professionnels

## R. 2232-1

Décret n° 2019-966 du 18 septembre 2019 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le juge judiciaire mentionné à l'article **L. 2232-6** est le juge du tribunal judiciaire.

## R. 2232-1-3

Décret n° 2017-1818 du 28 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le seuil prévu à l'article **L. 2232-8** est fixé à cinquante salariés. Il est déterminé pour chaque année civile au cours de laquelle le salarié a participé à une négociation de branche en fonction de l'effectif de l'année précédente. L'effectif de l'année précédente est égal à la moyenne mensuelle de l'effectif de l'entreprise calculé, pour chaque mois civil, selon les modalités prévues aux articles **L. 1111-2** et **L. 1251-54**.

## R. 2232-1-4

Décret n° 2017-1818 du 28 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le montant pris en charge par le fonds en application du deuxième alinéa de l'article **L. 2232-8**, pour l'exercice de sa mission mentionnée au 1° de l'article **L. 2135-11**, est imputé sur le montant des crédits dus à l'organisation syndicale de salariés au titre de l'année au cours de laquelle la demande complète mentionnée à l'article **R. 2232-1-5** a été reçue par l'association de gestion du fonds paritaire national.

## R. 2232-1-5

Décret n° 2017-1818 du 28 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La prise en charge par le fonds prévue à l'article **L. 2232-8** est effectuée sur la base d'un montant forfaitaire par journée ou demi-journée de participation du salarié.

Aux fins de la prise en charge par le fonds, l'employeur adresse une demande à l'association mentionnée à l'article **L. 2135-15** comportant les éléments justificatifs de l'identité du salarié, de l'objet et de la date des